



## **SITUATION - 2 ANS - ALLEMAGNE**

*Caceres, 15-16 octobre 2008*

La situation actuelle de la culture du tabac en Allemagne est caractérisée par une grande incertitude, car dans la totalité de l'Union européenne les estimations relatives à son avenir sont, à juste titre, préoccupantes : Toute la question est de savoir ce qu'il va advenir de la culture du tabac, de mon entreprise et de ma famille ; l'après 2009 occulte toutes les activités et paralyse de manière compréhensible l'implication dans cette culture.

Le maintien du périmètre existant de cette culture en Allemagne dépend en premier lieu de la rapidité avec laquelle interviendront des mesures tant politiques qu'économiques en vue de l'organisation de la culture du tabac, et respectivement de la manière dont les planteurs de tabac apprécieront ces mesures. Les planteurs de tabac sont d'accord avec le fait qu'une bonne gestion d'entreprise, ainsi que des structures de coûts réduites et des techniques de production efficaces constituent la base d'une agriculture performante.

Parallèlement à ces compétences professionnelles, le cadre politique doit également être adapté. Au cours des douze dernières années, les réformes de la politique agricole se sont succédées. A présent, avec le Bilan de Santé, les dirigeants politiques remettent en cause, au bout de quelques années seulement, les résolutions de l'agenda 2000.

Quel agriculteur ou planteur de tabac peut, dans ces conditions, planifier, investir et travailler ? Ceci étant, le grand écart entre le scénario pessimiste et la dose d'optimisme de rigueur partiellement justifiée n'est pas facile à réaliser. La culture du tabac va se trouver bientôt à la croisée des chemins dans toute l'Europe. Les périodes de changement recèlent des dangers, mais elles offrent également de nouvelles opportunités.

La politique agricole européenne a déjà été considérablement modifiée et continuera de l'être. Il va de soi que l'avenir ne peut pas consister uniquement en la poursuite de l'existant et que les planteurs de tabac préféreraient gagner leur vie sur et à l'aide du marché plutôt que grâce à des subventions de l'Etat. C'est pourquoi, si la culture du tabac en Allemagne doit voir son avenir économique assuré au-delà de 2009, les acteurs du marché devront jouer un rôle beaucoup plus important. Nulle part ailleurs dans le secteur agricole, une corporation ne se voit exposée à un tel rythme d'adaptation à des directives agricoles sans cesse modifiées, uniquement au motif que notre produit ne serait pas compatible avec un développement durable au sein

de l'Union européenne. En fait, aucun terme n'a été ces derniers temps autant utilisé à mauvais escient que celui de « durable ». Or, en Allemagne, ce sont 14 milliards générés par les taxes sur le tabac qui atterrissent chaque année « durablement » dans les caisses de l'Etat. Les 3 300 hectares de tabac en provenance d'Allemagne génèrent des recettes fiscales durables de plus de 800 millions d'euros. A peine 4 % de ce montant suffirait à assurer durablement la pérennité de nos entreprises. On nous cache également que l'organisation commune de marché dans le secteur du tabac brut n'a pas été inventée par les planteurs de tabac, ni introduite à titre de cadeau pour les paysans les plus courageux. Elle sert aujourd'hui aussi, pour dire les choses simplement, à mettre à la disposition des consommateurs des tabacs relativement bon marché.

En tout état de cause, il eut été honorable et responsable d'attirer l'attention sur les conséquences négatives d'une abolition possible de l'organisation commune du marché.

Où sont, par exemple, les alternatives à la culture du tabac ? Les projets sur la culture des noisettes, de la sauge ou de la stévia pour remplacer la culture du tabac ne peuvent être que des fantasmes de théoriciens déconnectés de toute réalité. Cela n'a rien à voir avec l'action politique sérieuse et ne fait que rendre les responsabilités plus floues. Les planteurs de tabac allemands soutiennent et mettent de grands espoirs dans les initiatives de tous les pays planteurs de tabac de l'Union européenne pour prolonger l'organisation commune de marché jusqu'en 2013. On sait aussi que le Ministre allemand de l'Agriculture ne soutient pas ce dossier. Certains peuvent comprendre qu'un ancien Ministre fédéral de la Santé ait adopté cette position.

Concernant la ministre en poste avant lui, les planteurs de tabac savaient par contre très bien à quoi s'en tenir. Et pourtant, l'Allemagne a voté, en 2003 au Conseil des Ministres, la prolongation du règlement sur l'organisation commune de marché dans le secteur du tabac brut. Les objectifs économiques et politiques définis par Bruxelles et Berlin ont été clairement modifiés ces derniers temps. Les contraintes économiques liées au marché dans un univers commercial de plus en plus libéral déterminent aujourd'hui plus fortement l'action politique.

Outre une prolongation de l'organisation commune de marché, il faut par conséquent, du point de vue des planteurs de tabac allemands, adopter la devise suivante : nous faisons tout pour qu'à l'avenir, l'existence de nos entreprises soit assurée, même avec une culture du tabac en Europe soumise aux règles du marché. L'exemple de pays comme les USA dont les cultivateurs sont aujourd'hui fiers de pouvoir cultiver le tabac dans un pays industriel de manière rentable sans subventions de l'Etat montre que cette idée n'est pas une utopie. Assurer l'avenir peut dans ces conditions signifier : trouver de nouvelles sources de revenus par l'intermédiaire de nos partenaires sur le marché. La réussite de ce projet dépendra en premier lieu de la manière dont l'industrie de la cigarette évaluera le maintien et l'importance de la culture du tabac en Europe.

La question n'est donc pas de savoir s'il existe des solutions pour la survie de nombreuses entreprises, mais plutôt s'il existe, dans ce sens, une volonté politique ou une volonté de la part du secteur du tabac. Ceci étant, il ne fait aucun doute que, même en cas de prolongation de l'organisation commune de marché, les revenus des planteurs de tabac doivent être considérablement améliorés par le biais du marché. Car on constate aussi dans le secteur de la culture du tabac l'évolution

suivante : l'augmentation des coûts de production devient de plus en plus primordiale et influence de plus en plus les décisions afférentes à la culture. De nombreuses entreprises se trouvent dans une situation limite, bien qu'encore supportable, en termes de pression. Les prix prévus pour la récolte 2009 déterminent en conséquence dès à présent la poursuite ou l'arrêt définitif de la culture.

Cette année, à l'échelle mondiale, les prix du tabac ont augmenté partout et ont, dans certains cas, plus que doublé. A l'inverse, en Allemagne, les prix ont affiché en 2008 une augmentation très timide. Cela n'est très certainement pas un signe d'ingratitude. Mais cela illustre que le système d'aides existant exonère le marché, au moins en partie, de sa responsabilité vis-à-vis du planteur. De l'avis des cultivateurs européens de tabac, il est tout à fait possible d'identifier des opportunités et des motifs permettant d'envisager un avenir économique pour notre culture et des améliorations de revenus par l'intermédiaire du marché. Notre objectif est par conséquent double. D'une part, il convient d'œuvrer en faveur d'une prolongation de l'organisation commune de marché, d'autre part, de contribuer activement à l'orientation de la production vers plus de marché. Les deux modèles sont porteurs de perspectives pour le maintien de la culture du tabac au sein de l'Union européenne. Notre objectif commun devrait donc consister à soutenir consciemment ces approches afin d'offrir à la culture du tabac en Europe des opportunités nouvelles et à long terme, à l'horizon 2009 et au-delà.